



1er Fevrier 1962 - En gare de Douala un groupe de 52 nationalistes camerounais, hommes, femmes et enfants est embarqué tôt le matin dans un wagon métallique dont la porte est verrouillée. Quand le train arrive à Yaoundé au début de la soirée, 25 cadavres tous asphixiés. Le reste achèvera leur destin dans les geôles de la BMM.

Criminelle asphyxie

Depuis le début de cette année, les maquis de Douala déploient des activités intenses ; celles-ci ont fait écho auprès des détenus politiques de la localité qui y trouvent naturellement un réconfort moral à l'idée de savoir que la lutte pour le triomphe de leur idéal de liberté, de justice et de progrès se poursuit. Les fantoches alertés par leurs services n'ont qu'une idée : éloigner les détenus de Douala et les envoyer à Mokolo, citadelle de la répression, de la torture, de la mort lente et des exécutions sommaires. **Le 1er février donc, 57 détenus politiques extraits de la prison de Douala sont parqués dans un wagon généralement affecté au transport des marchandises et dépourvu de toute ouverture.**

Sous prétexte d'éviter d'éventuelles "évasions" des détenus au cours du voyage, le wagon déjà imperméable à la moindre parcelle d'air sera hermétiquement fermé et plombé au départ. C'est dans ces conditions d'insalubrité totale que nos camarades sont condamnés à effectuer un parcours de 38 kilomètres dans un train qui mettra au moins 15 heures pour arriver à Yaoundé, première escale d'un voyage hélas ! sans retour pour la plupart d'entre eux.

Soulignons en passant que du seul fait qu'ils étaient des patriotes, nos camarades n'ont même pas eu droit au minimum de mesures hygiéniques généralement prises en faveur des animaux voyageant en chemin de fer. Déjà extrêmement mal nourris, les détenus avaient tous une santé précaire et étaient dès lors physiquement incapables de résister plus longtemps à une quelconque épreuve de force.

Voilà qui explique et justifie l'inquiétude, disons même l'angoisse de la foule qui à Douala assiste au départ des camarades, malgré la discrétion dont on a voulu entourer la cynique opération.

Lorsqu'enfin s'ouvre à la gare de Yaoundé le fameux wagon N°31 047, 25 détenus politiques gisent sans connaissance sur le plancher, victimes d'une asphyxie criminelle soigneusement organisée par les services judiciaires d'Ahidjo et Arouna Njoya. Les 32 autres visiblement à bout de forces ne "tiennent" plus que par miracle. Ils sont transportés à l'hôpital où 2 d'entre eux à peine arrivés succombent à leur tour. C'est la panique totale dans les milieux fantoches qui organisent l'habituelle conspiration du silence autour du drame.

Mais que vaut le secret dans un "gouvernement" qui en public, donne l'apparence de l'unité et de la cohésion alors qu'en réalité il est miné par de profondes dissensions internes ?

A la faveur de cette situation, la tragique nouvelle a transpiré et s'est répandue à travers le pays comme une traînée de poudre grâce au peuple qui veille malgré les rigueurs du régime policier. Dépassé par les événements, le "gouvernement" ne peut plus persister dans son silence complice ; plusieurs jours se sont déjà écoulés lorsqu'enfin il se décide à faire publier par Radio-Yaoundé un communiqué à la fois vague et embarrassé, sur la cruelle disparition de nos camarades : les fantoches croient réussir à contenir la colère du peuple devant leur nouveau crime en annonçant à la fin du communiqué l'ouverture d'une information judiciaire. Il s'agit en fait d'une véritable campagne de mystification.

En effet, quelques jours après cette annonce, le 18 février plus précisément, un journaliste européen, prêtre de son état, publie un article avec force détails sur la tragédie du train : cet article versé dans le dossier de l'affaire aurait pu dans une certaine mesure aider l'information judiciaire à avancer ; mais à la stupéfaction générale, le journaliste a été expulsé du Kamerun et le numéro de "**L'Effort Camerounais**" comportant son article saisi par les autorités néocolonialistes. Ces mesures arbitraires ont mécontenté même certains suppôts du régime : c'est le cas par exemple du **Dr Aujoulat "ange gardien de la France au Cameroun"** et par excellence **directeur de conscience d'Ahidjo !...**

Comme le relève l' "Effort camerounais" dans son éditorial du 25 février "ces mesures qui nous touchent douloureusement", ne visent pas seulement à étouffer littéralement la liberté d'information, mais elles "viennent en réponse à la décision de Monseigneur l'Archevêque de Yaoundé de célébrer, en sa cathédrale, un office funèbre pour les 25 morts du train de Douala". Elles prouvent avec éclat que le "gouvernement" n'entend pas situer les responsabilités que d'aucuns portent manifestement dans la troublante affaire du wagon n° 31.047. Il a au contraire intérêt au silence pour se couvrir et couvrir ses services.

Lorsque les pressions exercées dans ce sens n'épargnent même pas l'Eglise, que peut-on encore espérer de l'issue d'une information judiciaire ouverte et conduite par des juges qui attendent du pouvoir en cause leurs salaires et leurs avancements ? Au fond, une enquête est-elle même vraiment nécessaire ?

Cet article rédigé au maquis le 20 mars 1962, par le martyr de l'indépendance totale du Kamerun Ernest Ouandié a paru dans La Voix du Kamerun des mois de juin-juillet 1962.

Source : <http://www.peuplesawa.com/fr/bnagendas.php?aqid=72>